



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-cafe>

**DESTRUCTION DES RICHESSES**

# **Le café**

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1935 à 1968 - De 1935 à 1936 - N° 4 - 1er au 15 décembre 1935 -

Date de mise en ligne : jeudi 5 octobre 2006

Date de parution : 1er décembre 1935

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

La solution la plus facile, la plus couramment employée pour résoudre les problèmes posés par la crise, consiste à détruire toutes les choses nécessaires à la vie. Si on veut bien considérer le mal que se donne toute civilisation pour les créer, on s'aperçoit tout d'abord du paradoxe et de l'illogisme d'une pareille mesure.

A propos de l'industrie caféière, voici ce qu'un grand hebdomadaire illustré, non suspect de partialité, propose à notre admiration.

Personne n'ignore que la fortune principale du Brésil réside dans l'exportation de son café. Il possède aujourd'hui 3.192 millions de caféiers en pleine production, 1.700 millions se trouvent dans l'Etat de Sao-Paulo, 750 millions dans l'Etat de Minas Geraes, les deux principaux Etats du Brésil.

La production totale pour les deux années caféières 1932-1933, 1933-1934 (l'année caféière allant du 1er juillet au 30 juin), fut de 46 millions de sacs de 60 kilos, ce qui donne une moyenne annuelle de 1.380.000 tonnes et un rendement de 432 grammes par pied.

En réalité, le rendement est de 480 grammes environ par pied, les chiffres ci-dessus ne comprenant pas la consommation interne du pays, qui échappe aux statistiques.

En 1928, chaque caféier valait 10 milreis ou 30 francs, ce qui représenterait, pour le nombre actuel de caféiers, une valeur totale de 95.760 millions de francs.

Depuis, la crise et l'avalissement de la monnaie ont fait descendre le prix du caféier à 3 milreis ou 3 francs (le milrei, monnaie brésilienne, a varié de 3 francs à 1 franc) et la valeur correspondante des « Fazendas » a été ainsi ramenée à 9.576 millions.

Déjà avant la guerre, des troubles sérieux furent causés par l'énorme récolte de 1906-1907, à laquelle l'Etat de Sao-Paulo, à lui seul, avait participé pour 15 millions 400.000 sacs.

Grâce à un emprunt externe de 15 millions de livres, l'Etat de Sao-Paulo retira tout l'excédent non exportable du marché, soit 8 millions 146.123 sacs exactement pour tout le Brésil. Ce stock considérable fut mis en dépôt en partie au Brésil, en partie dans plusieurs ports d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'épuisement des caféiers consécutif à la production anormale ci-dessus, l'interdiction de créer de nouvelles plantations, les bas prix qui s'instaurèrent firent que la production fut régularisée jusqu'aux années 1913-1914, le stock accumulé de l'excédent non exportable s'écoulant lentement au cours de ces années.

En 1918, survint la grande gelée qui causa d'énormes dommages à la culture du café, réduisant de 60 % la récolte de 1919-1920. Ce désastre provoqua des plantations nouvelles, qui ont augmenté environ de 35 % avec la période d'avant-guerre.

Depuis, la production du café ne cesse d'augmenter, grâce aux raisons précédentes et aussi, sans doute, aux progrès réalisés dans la culture du caféier.

Entre les années 1924 à 1931 (voir courbe ci-dessous), la production se résume ainsi :

## Le café

Production	204.000.000 sacs
Exportation	146.500.000
Consommation aux ports	7.500.000

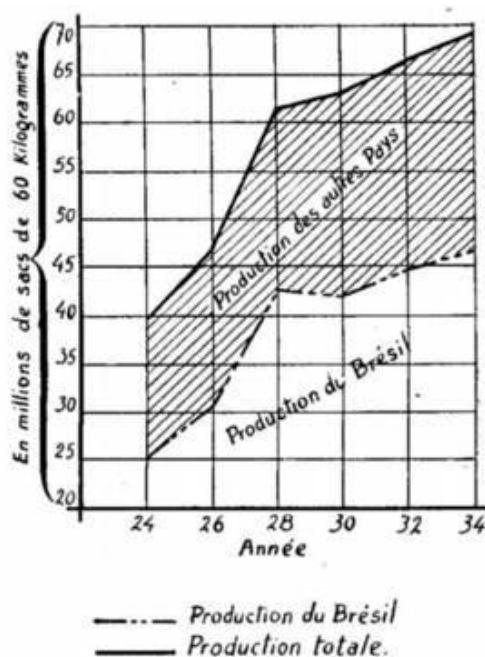
Un stock formidable de 50 millions de sacs ne trouva pas preneur sur le marché et le gouvernement prit les mesures suivantes :

Un organisme fut créé, le Département National du Café, qui acheta ce stock pour la somme de 2.824.000.000 de francs.

Cette somme considérable fut obtenue par deux moyens : le D. N. C. imagina tout d'abord de frapper d'une taxe de 45 milreis chaque sac exporté. Ce moyen se révélant insuffisant, la Banque du Brésil contracta un emprunt extérieur, le « Coffee Realization Loan », de 20 millions de livres.

La somme ainsi complétée, le D. N. C. détruisit 35.000.000 de sacs, 3.500.000 furent distribués pour la publicité et les 11.500.000 sacs restant furent gardés en gage de l'emprunt.

Aux termes du contrat de cet emprunt, ce stock de 11.500.000 sacs devait être exporté pour faire face aux services de l'amortissement et de l'intérêt.



En réalité, ces fractions mensuelles sont achetées par le D. N. C. et sont détruites au fur et à mesure de la rentrée de la taxe de 45 milreis. Les 50.000.000 de sacs non exportables restèrent absolument extérieurs au marché.

Ainsi, comme partout en ce moment, la sauvegarde d'intérêts immédiats conduit à la destruction de choses nécessaires à la vie. Quand on songe que des millions de gens sont rationnés par l'allocation de chômage, comme s'il régnait la plus affreuse disette, l'injustice de leur sort arrive même à disparaître devant l'absurdité de ce chaos

organisé.

Quand les gouvernements arriveront-ils à trouver des solutions logiques aux problèmes économiques actuels ?